

p o i n t d e v u e

« La ville, une école du penser ensemble pour mieux vivre ensemble »

Gérard Claisse

*Vice-président du Grand Lyon, chargé de la participation citoyenne
et du Conseil de développement*

Lieux de croisements, de mélanges, d'innovation, de créativité, carrefours de communications et d'échanges, les villes ont incarné de tout temps le projet de vivre ensemble, le désir de faire société. Mais elles peuvent aussi être des territoires de discrimination, de ségrégation, d'inégalités, d'exclusion et d'intolérance, et concentrer voire exacerber parfois les manifestations les plus violentes du mal être ensemble.

Ainsi les villes sont-elles aujourd'hui au cœur des interrogations sur l'avenir de nos sociétés, sur la conception et la mise en œuvre d'un projet de développement humain durable qui articule liberté, équité, responsabilité et solidarité.

Comment apprendre à vivre ensemble égaux et différents, libres et responsables, autonomes et solidaires ?

La ville éducative, appréhendée comme territoire où s'expérimentent quotidiennement les pratiques du vivre ensemble, est un lieu privilégié où repenser les liens entre les habitants, la lutte contre les discriminations et la cohésion sociale.

La ville éducatrice, appréhendée comme école de la citoyenneté et de la solidarité, est un espace privilégié pour apprendre à vivre ensemble en développant la connaissance et la compréhension des autres et de nos interdépendances, dans le respect des valeurs de pluralisme, l'acceptation et la valorisation de nos différences.

La notion d'éducation tout au long de la vie est certes stratégique pour le développement d'une économie de la connaissance. Elle est aussi et surtout indispensable

pour relier les chemins du développement humain, de l'intégration sociale et de la citoyenneté active dans des agglomérations fragmentées où nombre de quartiers et de populations sont menacés de désintégration civique et sociale quand d'autres se replient dans l'individualisme, le localisme ou le communautarisme.

Mais, au-delà des politiques éducatives, ce sont les politiques publiques d'accès à l'emploi, au logement, à la santé, aux transports, à la culture et aux équipements publics qui doivent être mobilisées pour développer une urbanité de l'intégration sociale.

De même, au-delà des seules autorités locales, ce sont l'ensemble des acteurs privés, sociaux et associatifs qui doivent être mobilisés dans une gouvernance urbaine

partenariale et participative qui donne toute sa place au citoyen comme acteur de la gestion de la Cité et de la construction de son devenir. Car nos villes ne sont pas uniquement fragilisées par les tensions liées à la ségrégation, aux discriminations et à l'exclusion. Elles sont aujourd'hui exposées à un risque de régression démocratique.

Nos démocraties modernes traversent une crise que l'on ne peut plus sous-estimer : montée de l'abstention et des votes populistes, défiance croissante des citoyens à l'égard de la classe politique et de leurs élus en sont les manifestations les plus visibles. Certains parleront de crise de la représentation politique, d'autres de crise de la participation citoyenne. On dira sans doute moins souvent que cet essoufflement de notre modèle démocratique résulte aussi d'un déficit de la délibération publique. Or tout contrat démocratique repose sur trois piliers indispensables, indissociables et complémentaires : la représentation politique, la participation citoyenne et la délibération publique. Pour être pleinement représentative, la démocratie doit être participative et délibérative. Il y a donc, au cœur du pari démocratique, un juste équilibre à (re) fonder entre ces trois dimensions.

Aujourd'hui, si l'on peut reconnaître un assez large consensus de principe, au niveau tant politique que technique, sur la nécessité d'aller vers une conduite de l'action publique plus participative et plus délibérative, le passage de la rhétorique à l'action soulève encore de nombreuses difficultés,

ambiguïtés et craintes. Malgré cela, de plus en plus d'élus s'engagent dans la voie de cette nouvelle exigence démocratique.

Dans cette refondation de notre contrat démocratique, le local a et aura un rôle essentiel à jouer. Les villes, les métropoles sont en effet des espaces pertinents, des communautés de vie et de destin où une citoyenneté active, une éthique de la responsabilité et de la solidarité, un nouveau modèle démocratique peuvent se penser, se construire, s'expérimenter et se vivre dans la proximité et la quotidienneté. Les villes ont une responsabilité majeure afin d'inventer une démocratie urbaine pleinement représentative qui favorise et encourage la participation citoyenne et la délibération publique.

Le citoyen doit avoir la possibilité d'intervenir dans les choix concernant son avenir. Car la citoyenneté n'existe que dans l'action, la durée et la capacité de peser sur ce qui se décide. De même que la qualité de la décision publique dépend aujourd'hui beaucoup plus que par le passé de la mise en synergie de la diversité des acteurs concernés.

Dans cette nouvelle conception de l'action publique, la décision ne peut plus prendre la forme d'un processus articulant exclusivement savoirs experts et institutions.

Elle exige la conception de processus cognitifs et délibératifs faisant appel aux ressources de chacun (élus, techniciens, experts, citoyens, société civile...) pour s'affronter à une ignorance partagée

et construire un monde (un projet) commun. De ce point de vue, le développement d'une démocratie plus participative soulève d'importants enjeux éducatifs pour les citoyens dits profanes comme pour les élus, pour les agents des collectivités locales comme pour les acteurs de la société civile.

C'est en débattant de questions et de projets très concrets qui concernent la vie de chacun que la démocratie de proximité peut être un tremplin pour retrouver le chemin de la politique et de la chose publique. Car les démarches participatives sont d'excellentes écoles de la pensée complexe et ouverte. S'y confrontent en permanence des savoirs d'experts et de citoyens ordinaires qu'il s'agit de relier, des incompréhensions qu'il s'agit de dépasser, des incertitudes qu'il convient de partager, des échelles d'espace et de temps qu'il s'agit d'articuler afin de construire de l'intelligibilité, de l'intérêt commun, de l'identité et surtout de la responsabilité et de la solidarité. Bref, une école du penser ensemble, du faire ensemble, pour mieux vivre ensemble. ■